

Secteur des médias d'Unifor SONDAGE SUR LE HARCÈLEMENT – EN LIGNE ET SUR LE TERRAIN

Produit par : Conseil des médias d'Unifor





SOMMAIRE

Sondage sur le harcèlement – En ligne et sur le terrain Mai 2022

Le Conseil industriel des médias d'Unifor a mené un sondage sur le harcèlement auprès des membres d'Unifor du 8 décembre 2021 au 12 février 2022, et 129 travailleuses et travailleurs du secteur des médias y ont répondu.

- La grande majorité (69,4 %) des répondants s'identifiaient comme des femmes, alors que 34,7 % s'identifiaient comme des personnes de couleur, 6,9 % en tant que membres de la communauté LGBTQ et 6,9 % comme personnes ayant une incapacité.
- Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient déjà été victimes de harcèlement sur le terrain, 60,6 % d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Les agressions incluaient des incidents mineurs (p. ex. « simplement des amateurs de sports en colère »), des menaces physiques, et même des menaces de mort.
 - « Les gens qui appellent me lancent parfois des insultes racistes, ou font des attaques personnelles haineuses. Ils rappellent à répétition, parfois pendant des heures. »
 - « Les hommes nous draguent lorsque nous faisons partie d'une équipe de télévision. Quelqu'un m'a suivie jusqu'à un hôtel où je travaillais pour un tournage et le personnel de l'hôtel a dû intervenir. »
 - « Des personnes nous menacent en disant qu'elles sont des millions et qu'elles vont venir nous faire du mal et que nous n'avons aucune idée de ce qui nous attend. »
- Dans l'ensemble, 50,8 % des répondants ont déclaré avoir subi du harcèlement en ligne, plus particulièrement.
- Au total, 23,5 % des répondants ont fait état de harcèlement quotidien, alors que 22,1 % indiquaient en être victimes une fois par semaine.
- Les comportements grossiers et insultants étaient la forme la plus courante (98,8 %), suivis de la violence verbale (78,8 %) et des menaces de violence (43,5 %). Les commentaires sexistes et racistes occupaient une place importante, à 36,5 % et 28,2 % respectivement, tandis que les menaces de mort représentaient 17,6 %.
- Les méthodes de communication privilégiées des harceleurs étaient les messages directs ou les identifications sur Twitter (53,5 %), les commentaires sur Facebook (52,3 %) et les courriels (52,3 %). Le harcèlement en personne occupe également une place importante (36 %), suivi des appels téléphoniques (33,7 %).
- Lorsque nous leur avons demandé de décrire l'impact du harcèlement, 63,2 % des répondants ont déclaré se sentir en colère, la réponse la plus courante. Un pourcentage important des répondants, soit 26,4 %, ont dit avoir eu peur pour leur sécurité, alors que 25,3 % ont pensé à quitter le métier et 20,7 % se sont sentis isolés.
- Lorsque nous leur avons demandé de recenser les ressources actuellement disponibles sur leur lieu de travail, un tiers des 94 répondants (33 au total, le groupe le plus important) ne connaissaient aucune ressource tandis que 14 ont dit qu'il n'y en avait pas.
 - « Il n'y a aucune ressource. Mon patron est génial et nous a demandé de bloquer ou de cacher les commentaires dans les médias sociaux, mais le fait de ne pas pouvoir m'adresser à ces agresseurs ne me plaît pas. Je me sens très stressée en raison de la haine constante du public à l'égard des journalistes. »

• Lorsque nous avons demandé aux répondants quel type de ressources ils aimeraient avoir à leur disposition, des procédures claires de signalement et d'intervention arrivaient en tête (74,8 %). La présence d'une personne-ressource ayant une formation spécialisée sur la façon de gérer le harcèlement arrive au deuxième rang (69,2 %). La bonification des prestations de santé et un meilleur soutien psychologique arrivent en troisième position (50,5 %), suivis des congés payés pour cause de stress (43,9 %) et de la bonification des consultations et du soutien du Programme d'aide aux employés (34,6 %).

« La fermeture des commentaires sur les sites Web et Facebook serait une amélioration majeure. Pour l'instant, la fermeture des commentaires sur toute la couverture de la COVID-19 serait un bon début. Pour les affectations potentiellement dangereuses, il serait préférable d'envoyer deux personnes plutôt qu'une seule. »

- Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les ressources qu'ils souhaitaient de la part de leur syndicat, les répondants ont choisi, à 73,3 %, des procédures claires de signalement et d'intervention négociées dans leurs conventions collectives. La présence d'un délégué syndical ayant reçu une formation spécialisée en matière d'interventions en cas de harcèlement est arrivée en deuxième place (57,1 %). Les réseaux de soutien pour les travailleuses et travailleurs concernés (p. ex. réunions en ligne pour partager des expériences) et une représentation plus forte auprès de la direction sur cette question sont les deux ressources les plus demandées, occupant la troisième position (53,3 %).
- Le lobbying auprès du gouvernement pour lutter contre le harcèlement en ligne a été choisi par 42,9 % des répondants, tandis que la formation en sécurité numérique a été privilégiée par 28,6 % des répondants et les forums éducatifs par 26,7 % des répondants.

« Je ne saurais trop insister sur le danger que représente toute forme de harcèlement en ligne ou sur le terrain. Dans d'autres parties du monde, le laxisme à cet égard a entraîné la mort de journalistes et de catastrophiques taux d'épuisement et de suicide. J'aimerais vraiment que la situation ne dégénère pas ainsi dans notre pays. »

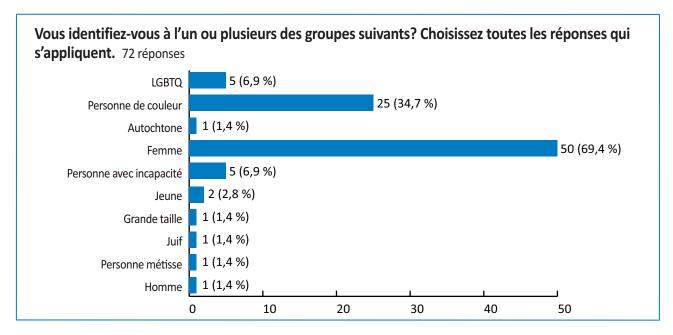
« J'aimerais que mon syndicat organise des réunions Zoom avec les membres. Il n'y a aucune communication dans ma salle de rédaction. Je n'ai pas vu ces personnes ni entendu parler d'elles depuis des années. J'aime voir et parler à mes collègues syndiqués! Nous travaillerons sur le moral si la direction ne le fait pas. »

Sondage d'Unifor sur le harcèlement dans le secteur des médias

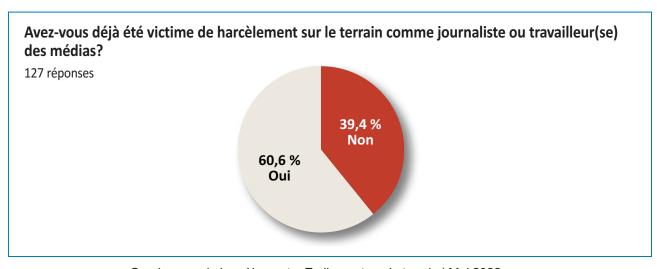
Rapport intégral

Le Conseil industriel des médias d'Unifor a mené un sondage sur le harcèlement du 8 décembre 2021 au 12 février 2022, et 129 travailleuses et travailleurs du secteur des médias y ont répondu. Le sondage procédait par autosélection et a été distribué par courriel aux sections locales du secteur des médias, les encourageant à le diffuser largement parmi leurs membres. Le sondage ciblait des membres d'Unifor uniquement, et tous les répondants sauf un étaient des membres d'Unifor. (Ces réponses ont été supprimées.) Pour certaines questions, les membres ont pu fournir leurs propres réponses.

1. La grande majorité (69,4 %) des répondants s'identifiaient comme des femmes, alors que 34,7 % s'identifiaient comme des personnes de couleur, 6,9 % en tant que membres de la communauté LGBTQ et 6,9 % comme personnes ayant une incapacité. Les répondants étaient invités à sélectionner toutes les catégories pertinentes.



2. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient déjà été victimes de harcèlement sur le terrain, 60,6 % ont répondu par l'affirmative.



Sondage sur le harcèlement – En ligne et sur le terrain | Mai 2022

3. Les personnes qui ont répondu par l'affirmative à la question précédente ont été invitées à décrire leurs expériences. Les agressions incluaient des incidents mineurs (p. ex. « simplement des amateurs de sports en colère »), des menaces physiques, et même des menaces de mort. Bon nombre de répondants ont fait état de harcèlement verbal, notamment de cris et d'injures de la part de passants, et ont été accusés de « diffuser de fausses nouvelles ». Des agressions physiques de la part de manifestants et de la police ont également été mentionnées, ainsi que des personnes interférant avec l'équipement ou les prises de vue.

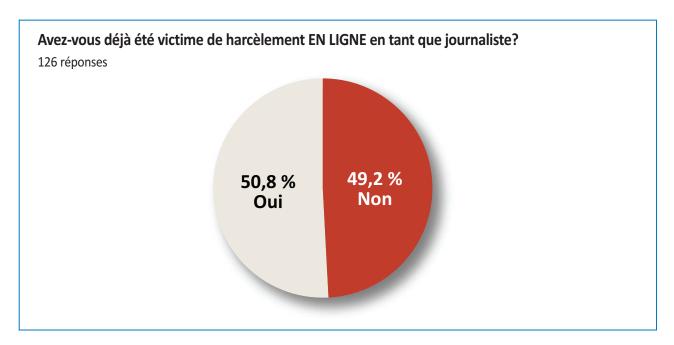
« Les gens qui appellent me lancent parfois des insultes racistes ou font des attaques personnelles. Parfois, si je leur raccroche au nez, ils rappellent à répétition, parfois pendant des heures. »

« J'ai été harcelée par des lecteurs (et des patrons) tout au long de ma carrière, mais je n'ai jamais vu le niveau de harcèlement massif, cruel, vicieux et obsessif que l'on observe actuellement. Les menaces de torture et de mort sont une chose, mais le fourmillement quotidien de personnes se plaignant de moi à mes rédacteurs en chef (poussées par des extrémistes comme Derek Sloan) est terrifiant. Je doute que mes rédacteurs en chef comprennent comment fonctionnement ces groupes. Parfois, j'ai peur pour mon travail. »

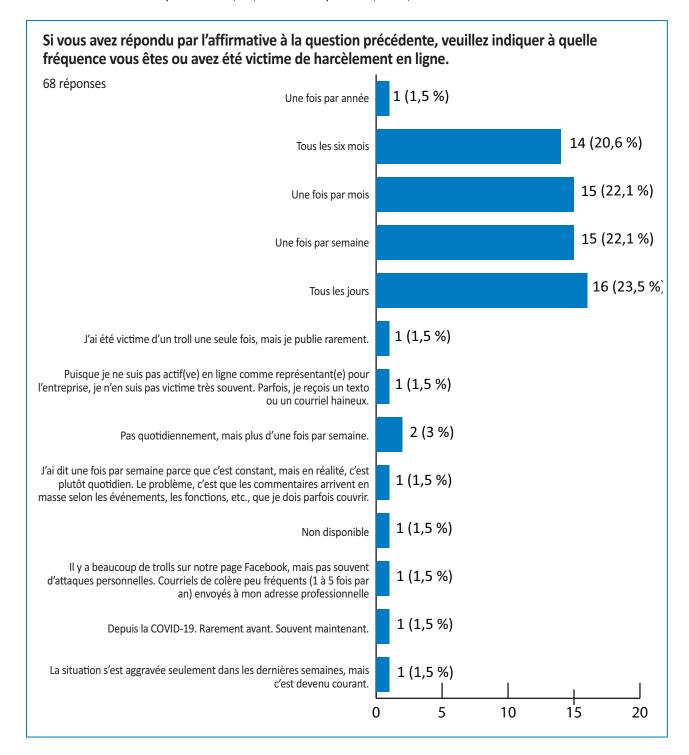
« Les hommes nous draguent lorsque nous faisons partie d'une équipe de télévision. Quelqu'un m'a suivie jusqu'à un hôtel où je travaillais pour un tournage et le personnel de l'hôtel a dû intervenir. »

« Lorsque je suis au bureau, des appels harcelants entrent plusieurs fois par jour. On m'a traitée de menteuse et bien pire encore. Des personnes nous menacent en disant qu'elles sont des millions et qu'elles vont venir nous faire du mal et que nous n'avons aucune idée de ce qui nous attend. »

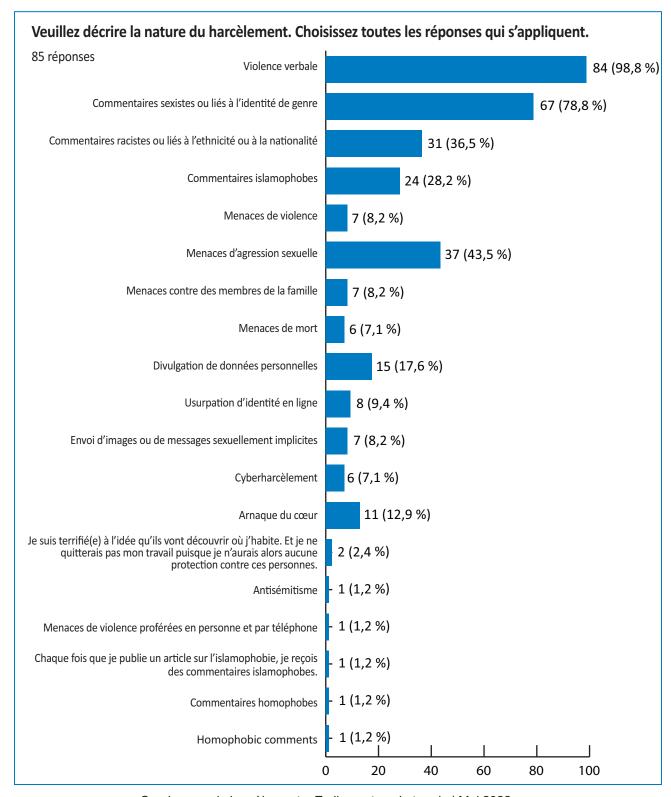
4. Lorsque nous les avons spécifiquement interrogés sur le harcèlement *en ligne*, 50,8 % des 126 répondants à cette question ont indiqué en avoir été victimes



5. Les personnes qui ont répondu par l'affirmative à la question précédente ont été invitées à indiquer la fréquence du harcèlement. Près du quart d'entre eux (23,5 %) ont indiqué avoir été harcelés quotidiennement, alors que 22,1 % ont déclaré l'avoir été une fois par semaine, 22,1 % une fois par mois, et 20,6 % une fois tous les 6 mois.

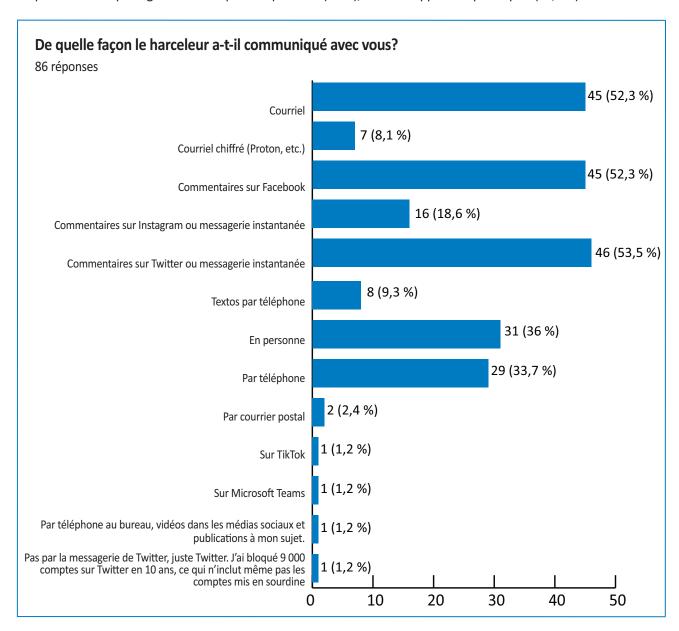


6. Nous avons demandé aux répondants qui ont été victimes de harcèlement de décrire la nature des incidents et de choisir toutes les réponses qui s'appliquent. Les comportements grossiers et insultants étaient la forme la plus courante (98,8 %), suivi de la violence verbale (78,8 %) et des menaces de violence (43,5 %). Les commentaires sexistes et racistes occupaient une place importante, à 36,5 % et 28,2 % respectivement, tandis que les menaces de mort représentaient 17,6 %.

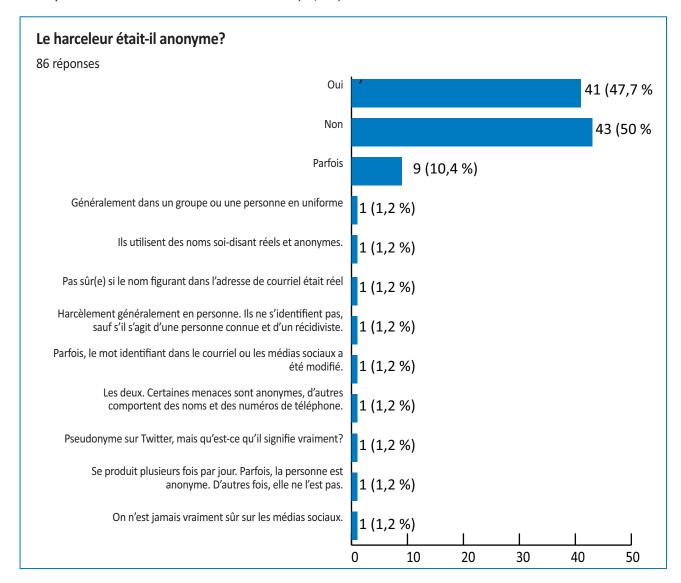


Sondage sur le harcèlement – En ligne et sur le terrain | Mai 2022

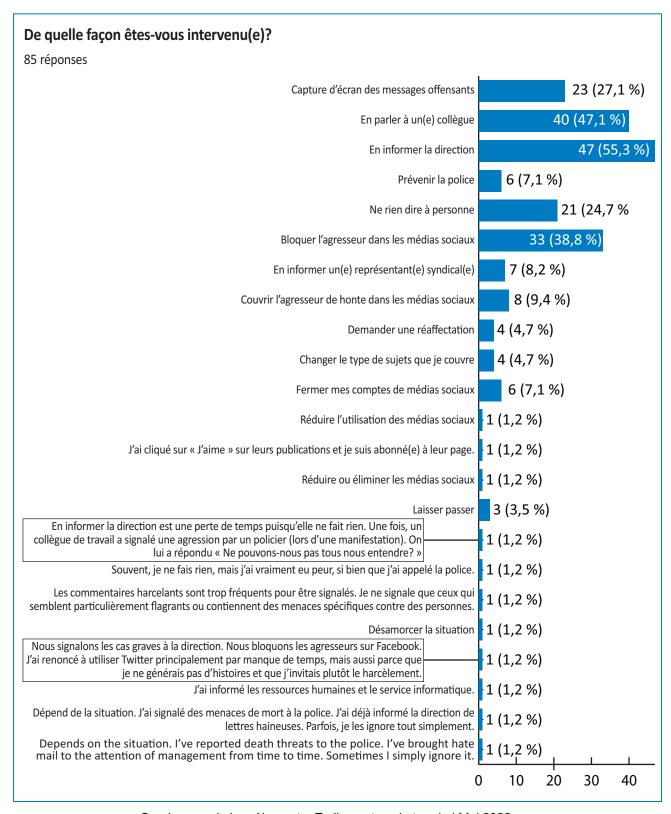
7. Selon les répondants, les méthodes privilégiées de communication des harceleurs étaient les messages directs ou les identifications sur Twitter (53,5 %), les commentaires sur Facebook (52,3 %) et les courriels (52,3 %). Le harcèlement en personne occupait également une place importante (36 %), suivi des appels téléphoniques (33,7 %).



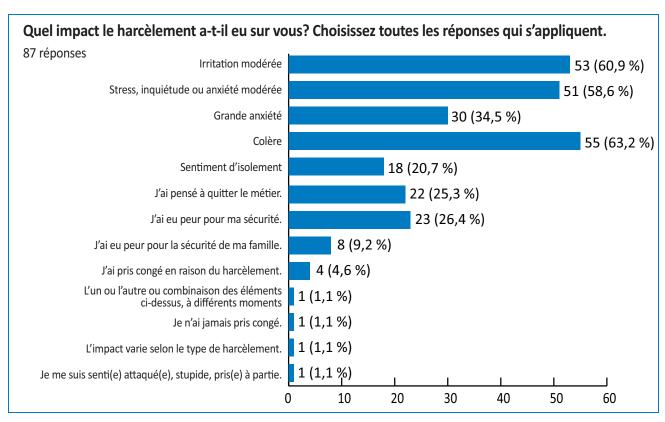
8. L'anonymat était un facteur dans environ la moitié (47,7 %) des cas.



9. Les réactions des travailleuses et travailleurs du secteur des médias variaient, mais la plus courante était de parler du harcèlement à la direction (55,3 %) et à un collègue (47,1 %), et de bloquer la personne dans les médias sociaux (38,8 %). Dans de nombreux cas (27,1 %), la victime documentait l'attaque par des captures d'écran. Seuls 8,2 % des répondants ont signalé le harcèlement au syndicat, tandis que 7,1 % l'ont signalé à la police.

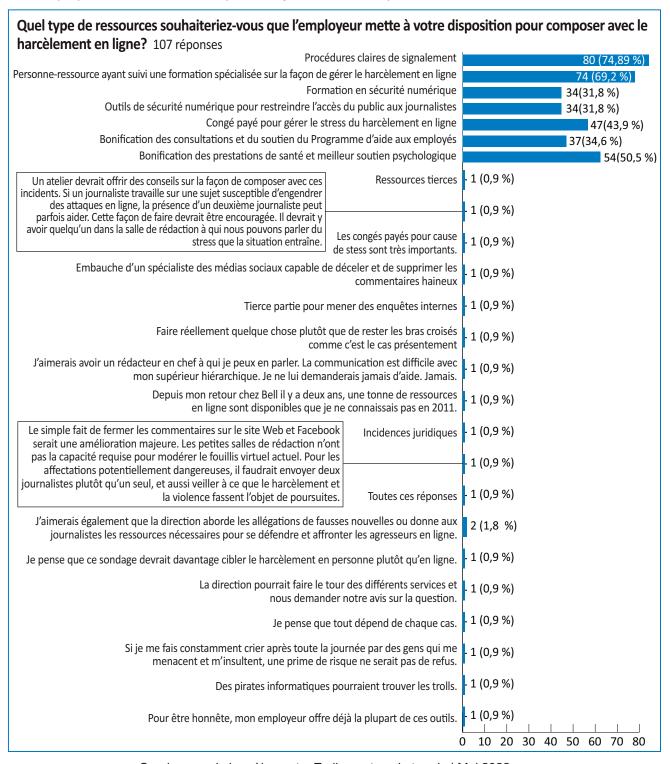


10. Lorsque nous leur avons demandé de décrire l'impact du harcèlement, 63,2 % des répondants ont déclaré se sentir en colère, la réponse la plus courante, alors que 60,9 % étaient légèrement irrités, et 58,6 % ont déclaré être stressés, inquiets ou légèrement anxieux. Un pourcentage important des répondants, soit 26,4 %, ont dit avoir eu peur pour leur sécurité, alors que 25,3 % ont pensé à quitter le métier et 20,7 % se sont sentis isolés.

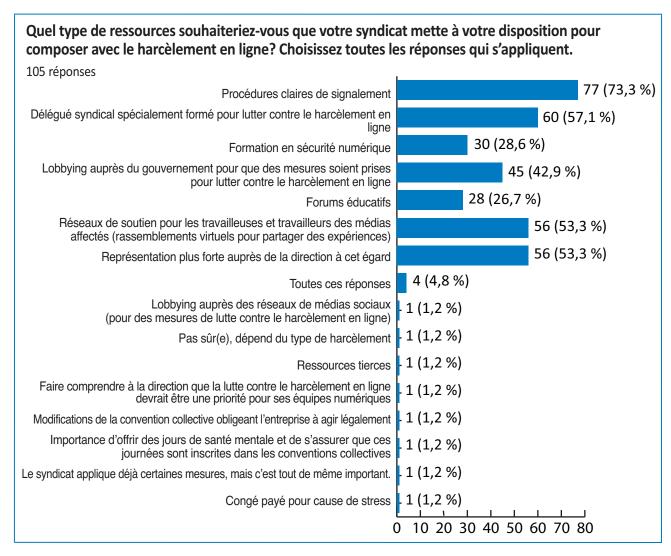


- 11. La grande majorité (plus de 80) des personnes interrogées ont déclaré qu'elles se sentaient à l'aise (ou se sentiraient à l'aise) de signaler le harcèlement à la direction. Seules 13 personnes ont répondu par la négative à cette question, et les raisons invoquées étaient l'incapacité ou la réticence de la direction à traiter du problème. Un répondant plutôt cynique a dit ce qui suit : « Je l'ai fait récemment après avoir reçu un courriel d'un sadique sexuel. Le syndicat doit comprendre une chose. Prétendre se soucier du bien-être des travailleurs est une mode, et il y adhère en ce moment. Mais cette mode passera. Le Star n'a pas à cœur le bien-être individuel de ses journalistes. Il le fait pour bien paraître. »
- 12. Lorsque nous leur avons demandé de recenser les ressources actuellement disponibles dans leur milieu de travail, un tiers des 94 répondants (33 au total) ont dit ne pas connaître les ressources disponibles alors que 14 ont dit qu'il n'y en avait pas. Pour ceux qui ont nommé des ressources, un signalement auprès des ressources humaines ou de la direction était la réponse la plus courante (mentionné 16 fois). Les consultations offertes dans le cadre d'un programme d'aide aux employés, mentionnées 12 fois, arrivent en deuxième place. Quelques répondants (3) ont mentionné les modules sur BellNet, et 3 autres ont mentionné le soutien (informel) par les pairs comme ressource.
 - « Mon employeur a changé le numéro affiché en ligne pour contacter la salle de rédaction. Cependant, nous sommes sur la composition abrégée de plusieurs de ces personnes et elles appellent encore notre lique de salle de rédaction. »
 - « Il n'y a aucune ressource. Mon patron est génial et nous a demandé de bloquer ou de cacher les commentaires dans les médias sociaux, mais le fait de ne pas pouvoir m'adresser à ces agresseurs ne me plaît pas. Je me sens très stressée en raison de la haine constante du public à l'égard des journalistes. »

13. Lorsque nous avons demandé aux répondants quel type de ressources ils aimeraient avoir à leur disposition, des procédures claires de signalement et d'intervention arrivaient en tête (74,8 %). La présence d'une personne ressource ayant une formation spécialisée sur la façon de gérer le harcèlement arrive au deuxième rang (69,2 %). La bonification des prestations de santé et un meilleur soutien psychologique arrivent en troisième position (50,5 %), suivis des congés payés pour cause de stress (43,9 %) et de la bonification des consultations et du soutien du Programme d'aide aux employés (34,6 %). Une formation en sécurité numérique est arrivée à égalité avec les outils de sécurité numérique pour restreindre l'accès du public aux journalistes, des réponses choisies dans 31,8 % des cas.



14. Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les ressources qu'ils souhaitaient de la part de leur syndicat, les répondants ont choisi, à 73,3 %, des procédures claires de signalement et d'intervention négociées dans leurs conventions collectives. La présence d'un délégué syndical ayant reçu une formation spécialisée en matière d'interventions en cas de harcèlement est arrivée en deuxième place (57,1 %). Les réseaux de soutien pour les travailleuses et travailleurs concernés (p. ex. réunions en ligne pour partager des expériences) et une représentation plus forte auprès de la direction sur cette question sont les deux ressources les plus demandées en troisième position (53,3 %). Le lobbying auprès du gouvernement pour lutter contre le harcèlement en ligne a été choisi par 42,9 % des répondants, tandis que la formation en sécurité numérique a été privilégiée par 28,6 % des répondants et les forums éducatifs par 26,7 % d'entre eux. Quelques répondants ont indiqué « Toutes ces réponses. »



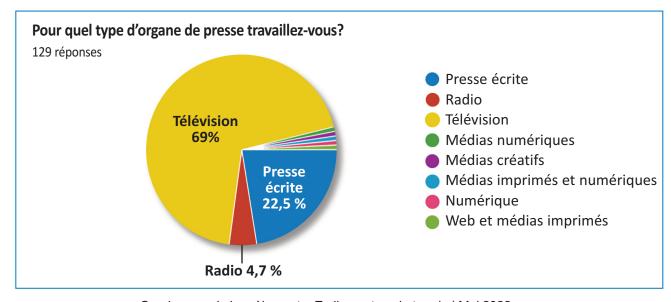
15. Lorsque nous avons demandé aux répondants s'ils souhaitaient formuler d'autres commentaires, plusieurs ont offert des observations supplémentaires.

« Je me demande s'il existe un moyen de faire savoir à ceux qui voudraient harceler les journalistes qu'aucun comportement de ce genre ne sera toléré. Par exemple, si nous essayions de rendre publics les noms et les commentaires de ceux qui harcèlent les journalistes? Nous pourrions le dire à leurs employeurs et à leur famille. Je sais que c'est probablement un vœu pieux, mais il est étonnant de voir comment les gens changent soudainement lorsqu'ils ne sont plus anonymes. »

Irritation modérée Stress, inquiétude ou anxiété modérée Grande anxiété Colère Sentiment d'isolement

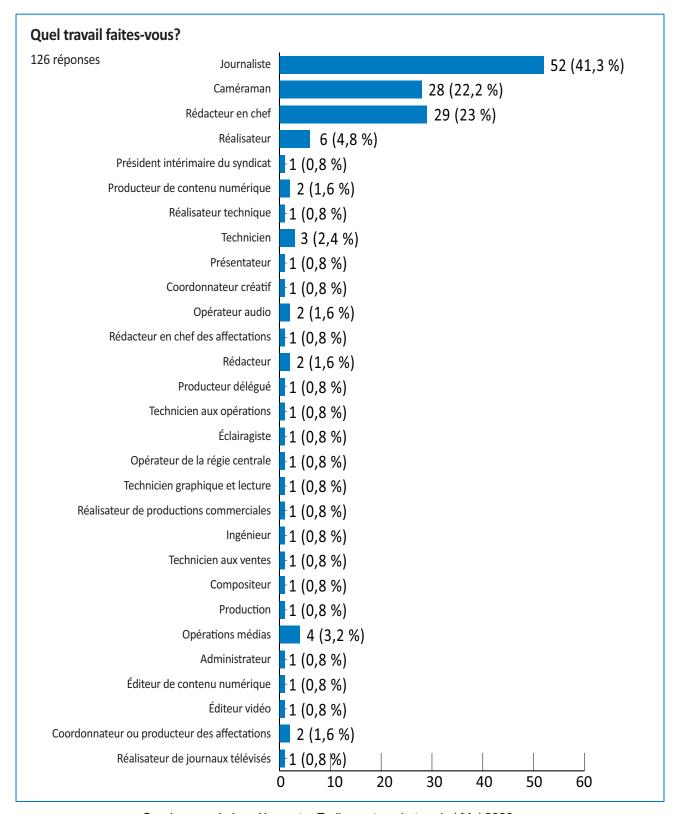
J'ai pensé à quitter le métier.
« J'aimerais que mon syradicati arganise de suté unions Zoom avec les membres. Il n'y a aucune communication de l'ai pris congé en raison du harcelement.
L'un ou l'autre ou corden এয়া প্ৰাৰ্থ কি প্ৰাৰ্থ কি প্ৰাৰ্থ কি প্ৰেট্ড প্ৰাৰ্থ কি প্ৰাৰ

- « Légusibre des des informations et entendre les expériences des gens, et essayer de bloquer les personnes qui crachent des messages grossiers et haineux. J'aimerais que le syndicat soutienne ou mette en œuvre des campagnes de sensibilisation du public afin de l'informer du rôle important que jouent les journalistes professionnels dans la société (en fournissant des informations exactes, équilibrées et fiables), ainsi que du fait que le journalisme de qualité nécessite un travail et un dévouement quotidiens (par opposition aux multiples applications d'agrégateurs, aux réseaux sociaux qui ne font que copier le travail produit par des organes crédibles). »
- « Nous sommes exposés à l'opinion publique et il y a donc toujours eu du harcèlement et des menaces, mais je dirais que la situation s'est aggravée depuis que Donald Trump est président et pendant la pandémie. Dans mes quelque 20 années de métier, jamais personne ne m'avait dit qu'on devrait me pendre en pleine rue jusqu'à l'arrivée de Donald Trump. C'est affreux! La méfiance à l'égard des médias n'a jamais été aussi forte. Je pense que le harcèlement croissant devrait être un facteur à prendre en compte : nous n'avons pas eu d'augmentation de salaire depuis plus de 12 ans. »
- « Je travaille dans les médias depuis 20 ans et le harcèlement et les menaces ont atteint un niveau sans précédent. Auparavant, les erreurs de numéro et les appels dérangeants survenaient en moyenne trois ou quatre fois par semaine. Nous en recevons maintenant au moins cinq à dix par jour, et nous recevons plus d'une douzaine de courriels. »
- « Je travaille sur une boîte à outils pour les troubles de stress post-traumatique à l'intention des journalistes. »
- **16.** La majorité (69 %) des répondants au sondage travaillent à la télévision, tandis que 22,5 % travaillent dans la presse écrite et 4,7 % à la radio. Les autres catégories nommées par les répondants comprennent les médias numériques (1,6 %, ou 2 personnes), la presse écrite et en ligne (1,6 %, ou 2 personnes) et les médias créatifs (0,8 %, ou 1 personne).



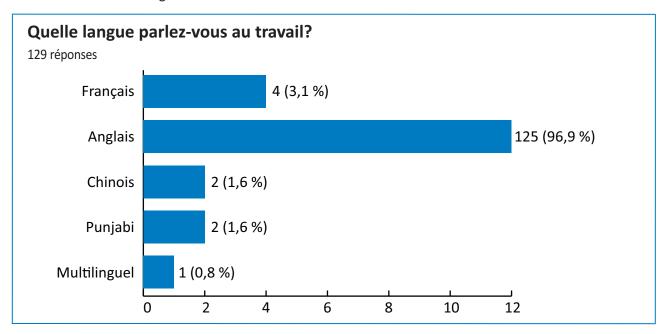
Sondage sur le harcèlement – En ligne et sur le terrain | Mai 2022

17. Nous avons demandé aux répondants de préciser leur emploi parmi un éventail de postes. La majorité (39,7 %) d'entre eux ont indiqué travailler comme journalistes ou animateurs. Les caméramans et les photographes représentaient 22,2 % tandis que les producteurs représentaient 4,8 %. Plusieurs réponses uniques ont été données pour une variété d'autres postes.

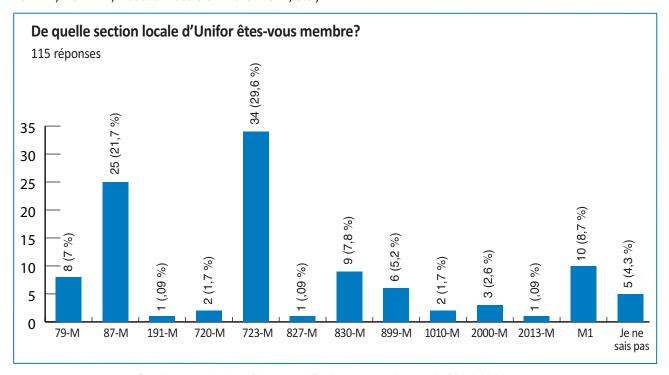


Sondage sur le harcèlement – En ligne et sur le terrain | Mai 2022

18. L'anglais représentait la langue de travail d'une écrasante majorité, soit 97 % des répondants. Deux personnes ont indiqué le chinois comme leur langue de travail, une personne a précisé le punjabi, et une autre a dit être « multilingue ».

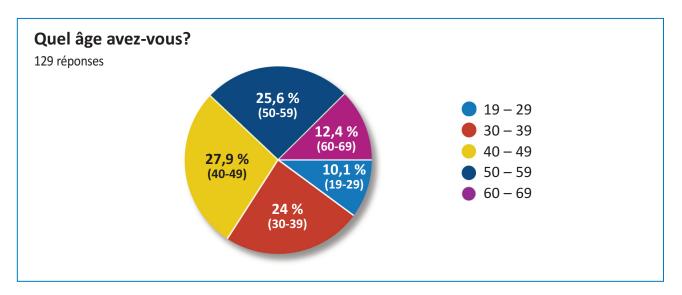


19. Lorsque nous leur avons demandé d'indiquer le numéro de leur section locale, 34 répondants ont indiqué provenir de la section locale 723-M, 24 de la section locale 87-M, 12 de la section locale M-1, 12 de la section locale 2000, 10 de la section locale 79-M, et 9 de la section locale 830-M. Plusieurs chiffres plus petits ont été rapportés pour d'autres sections locales, tandis qu'au moins 10 répondants n'ont indiqué aucune section locale. Les totaux pour cette question ont été calculés manuellement en raison des variations dans l'identification des sections locales (p. ex. « 87M », « 87-M », « section locale 87M d'Unifor », etc.).

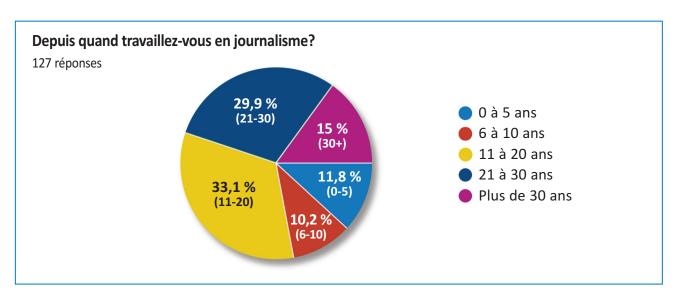


Sondage sur le harcèlement – En ligne et sur le terrain | Mai 2022

- 20. Lorsque nous leur avons demandé d'identifier leur employeur, la majorité des répondants (57) ont indiqué Bell Média ou une propriété de Bell Média (CTV, Newstalk1010, CP24, etc.), alors que 25 répondants ont identifié Rogers (CityTV, Omni) comme étant leur employeur. Au total, 14 répondants travaillaient pour TorStar, et 12 pour Global TV. Des nombres plus petits ont été rapportés pour Postmedia, Glacier et le Winnipeg Free Press. En raison des variations dans l'identification des employeurs, les résultats pour cette question ont été compilés manuellement.
- **21.** Lorsque nous leur avons demandé de préciser leur âge, la majorité des répondants (27,9 %) ont indiqué être âgés de 40 à 49 ans, alors que 25,6 % avaient de 49 à 59 ans et 24 % de 30 à 39 ans. Seulement 10,1 % avaient 29 ans ou moins.



22. La carrière journalistique de la plus de la moitié des répondants s'étend sur 1 à 3 décennies. Un tiers (33,1 %) des répondants travaillent dans le secteur depuis 11 à 20 ans, alors que 29,9 % ont déclaré travailler dans le secteur depuis 21 à 30 ans.



23. Les répondants ont été informés que le sondage était anonyme, mais ceux qui souhaitaient s'engager davantage sur la question étaient invités à laisser leur adresse électronique : 17 d'entre eux ont choisi de le faire.



